

---

# Sous-emploi et demande - L'analyse de John Maynard Keynes.

---

« Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité »

J. M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

## → La problématique

---

Le niveau élevé du chômage depuis les années 1980 a amené sur la scène économique une recrudescence des débats sur les causes d'un phénomène qui devient durable et massif et dont les conséquences économiques et sociales sont graves. Pour les uns, l'explication tient à l'insuffisance de croissance économique pour les autres la faute en revient à un coût du travail trop élevé !

Ces appréciations soulèvent des interrogations quant aux remèdes à prescrire : Faut-il relancer l'activité économique en recourant aux dépenses publiques ? Faut-il abaisser les impôts et les charges sociales ? Les salaires doivent-ils diminuer pour abaisser le coût salarial ? Faut-il augmenter ou baisser les salaires pour favoriser l'emploi et lutter contre le chômage ? Supprimer le SMIC et l'allocation chômage permettrait-il de créer des emplois ?

Ces débats ne sont pas nouveaux. En effet, la fixation des salaires, la détermination du niveau de l'emploi, l'existence d'un chômage durable ou non sont des questions qui sont au centre des préoccupations des économistes depuis l'existence de cette discipline.

Les économistes classiques considèrent le travail comme n'importe quel autre bien ; le salaire constitue pour eux un élément régulateur de la population. À partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les néoclassiques vont montrer que le salaire détermine le niveau de l'emploi et que la flexibilité des salaires permet un retour au plein emploi en cas de déséquilibre sur le marché du travail.

Keynes quant à lui, va rompre avec ces auteurs qu'il appelle « classiques » en montrant que c'est le niveau de l'emploi qui détermine les salaires. Par conséquent, c'est dans l'insuffisance de la demande effective qu'il faut rechercher les causes du chômage.

## → Les acteurs du débat et leurs contextes...

---

### A) Jean-Baptiste Say (1767-1832)

---

Say naquit à Lyon et commença sa carrière comme employé de banque. À l'âge de 19 ans, il se rend en Angleterre et assiste avec enthousiasme à la révolution industrielle. Il admire l'ouvrage d'Adam Smith, *La Richesse des Nations*. **Le Traité d'économie politique** de Say, publié en 1803, est souvent présenté comme une synthèse entre le libéralisme économique de Smith et les idées politiques et philosophiques de la Révolution Française.

De l'œuvre de Say, l'histoire de la pensée économique a retenu avant tout l'énoncé d'une loi apparemment simple, exposée pour la première fois en 1803 : « L'offre crée sa propre demande. » ou encore « Les produits s'échangent contre des produits. »

Le processus de production d'un bien destiné à être vendu sur le marché engendre la création d'un revenu grâce auquel ce bien peut être acheté. C'est ce que l'on appelle la **loi des débouchés** de Say.

Toute crise de surproduction s'avère impossible dans la mesure où le montant des ventes des entreprises (somme des valeurs ajoutées) en étant intégralement reversé et repartit entre les salariés et les capitalistes sous forme de revenus, assure un débouché à la production.

L'épargne, loin d'être une fuite, sert intégralement au financement de l'investissement via le marché des fonds prêtables (= marché des capitaux). Intégralement car, pour J. B. Say, la monnaie n'est utilisée et désirée que pour le produit qu'elle permet d'acheter. Elle n'est qu'un intermédiaire dans les échanges. Elle est demandée pour un **motif de transaction** uniquement. Comme elle n'est pas demandée pour elle-même, elle n'est donc pas thésaurisée (**NB** : la thésaurisation est le fait de mettre de l'argent de côté sans le dépenser ni même le faire fructifier).

**Les revenus sont donc bien dans leur totalité réinjectés dans l'économie.**

Dans un monde aussi bien réglé, toute possibilité de crise est écartée. Loin d'en être convaincu, Keynes va réfuter cette loi contribuant ainsi à déstabiliser tout l'édifice néoclassique.

Aussi, les économistes libéraux (qui par définition, ont foi dans la concurrence et le marché) admettent-ils la « loi de Say » qui fait du capitalisme un système fondamentalement stable. Dans sa *Théorie générale* publiée en 1936, Keynes va démolir la loi de Say. Mais dans les années 80, avec le néo-libéralisme triomphant (Les économistes de l'offre), on va assister à un retour de la fameuse loi de Say.

## B) Le courant néoclassique ou encore courant marginaliste...

---

Le courant néoclassique ou marginaliste représente la pensée libérale née à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui dominera la théorie économique jusqu'à la révolution keynésienne des années 30. Le marginalisme se répartit en quatre grandes écoles :

- l'École de Lausanne (VValras, Pareto) ;
- **l'École de Cambridge (Jevons, Marshall, Pigou) ;**
- l'École de Vienne (Menger, Von Wieser) ;
- l'École suédoise (Wicksell, Ohlin).

Dans le cadre de notre problématique, nous ne retiendrons que les Cambridgiens, Marshall et Pigou, qui furent les professeurs d'économie de Keynes et dont les idées représentaient à ses yeux la version la plus achevée de la théorie néoclassique.

Lorsque Keynes parle des classiques, il désigne en fait les néoclassiques.

Alfred Marshall fut l'économiste le plus renommé de l'ère victorienne (du nom de la reine Victoria, 1819-1901), époque qui correspond à l'apogée de la puissance et de l'impérialisme britanniques. Lorsqu'il prend sa retraite en 1908, c'est Arthur Cecil Pigou qui lui succède à la chaire d'économie politique et qui sera l'objet des critiques les plus acerbes de Keynes.

Pour les néoclassiques, l'économie de marché est un système fondamentalement stable. En situation de concurrence pure et parfaite, des mécanismes d'ajustement automatiques doivent assurer **le plein emploi** (c'est à dire l'utilisation de toute la main d'œuvre disponible dans l'économie).

À partir des années vingt, l'économie britannique connaît de graves difficultés. Elle commence à voir son hégémonie remise en question par la puissance montante des États-Unis. La plupart des autres pays sont en expansion, notamment les États-Unis qui connaissent une prospérité sans précédent, jusqu'au terrible krach boursier d'octobre 1929 qui marque le début de la grande dépression des années trente.

Aux États-Unis, le nombre de chômeurs passe de 1,5 millions en 1929 à 12 millions en 1932. C'est la première crise structurelle du XX<sup>e</sup> siècle. Elle aura des répercussions dans le monde entier.

Durant toutes ces années 1920-1930, la théorie dominante (néoclassique) posait que le plein emploi faisait partie de l'ordre naturel des choses, en vertu de la « loi de Say » qui pose que l'offre crée sa propre demande, et à condition que le marché puisse s'équilibrer. Un chômage de masse doit entraîner une baisse des salaires qui équilibrera l'offre et la demande sur le marché du travail (voir l'explication de ce mécanisme un peu plus loin).

Dans sa *Théorie du chômage*, publiée en 1933, Pigou écrit que « les taux de salaire auront toujours tendance à correspondre à la demande de travail, de façon à ce que le plein emploi soit garanti. Donc, en situation stable, tout le monde trouvera effectivement un emploi. ». Plus tard, un autre néoclassique renchérit : « on peut affirmer sans se tromper que si les taux de salaire étaient beaucoup plus flexibles, le chômage se trouverait considérablement diminué... ».

En plus de cette baisse des salaires, il fallait, selon les néoclassiques, se garder de toute intervention étatique et patienter jusqu'à la reprise. En un mot, laisser jouer le marché et réduire les dépenses publiques.

C'est contre cette manière de voir qui faisait presque l'unanimité que s'élèvera Keynes.

## E) John Maynard Keynes (1883-1946)

---

John Maynard Keynes est né dans un milieu bourgeois victorien caractérisé par le sens des affaires, le goût des belles choses, l'intellectualisme et l'élévation morale.

Après des études à Eton, il entre en 1902 au King's College de Cambridge pour étudier les mathématiques. C'est là que se trouvaient A. Marshall et A. C. Pigou qui devinrent ses maîtres, lorsqu'il se tourna vers la science économique. Ainsi, Keynes fut formé dans la plus pure tradition néoclassique.

Esprit brillant, il excellait dans tout ce qu'il entreprenait, activités intellectuelles, affaires, carrière de haut fonctionnaire.

Pendant la Première Guerre mondiale, il devient un haut responsable du ministère des Finances mais démissionne trois jours avant la signature du traité de Versailles pour dénoncer ce texte humiliant pour l'Allemagne qui rendait la paix impossible et préparait le retour du pire des nationalismes. La montée du nazisme dans les années 30 lui donnera hélas raison. Il publie alors en 1919 *Les conséquences économiques de la paix*, livre qui le fait accéder à la notoriété.

Keynes, malgré son appartenance à la bonne société britannique, ne cesse de manifester son anticonformisme.

Pendant la Seconde guerre mondiale, il s'occupa des finances de guerre britanniques fort précaires et du problème monétaire international qui se poserait après la guerre. Il fut ainsi un acteur essentiel de la conférence de Bretton-Woods de 1944 visant à instaurer un nouveau système monétaire international, mais il ne put imposer son plan aux Américains qui firent prévaloir leur situation dominante.

Les années 1920-1930 et en particulier la crise de 1929 servent de cadre à la révolution keynésienne.

Contrairement aux prévisions des libéraux qui attendaient toujours la reprise, le marasme ne faisait que s'accroître. La grande crise ne semblait ni arriver à un tournant, ni s'atténuer, ni prendre fin.

En 1930, il publie un **Traité sur la monnaie** pour tenter d'expliquer le caractère fluctuant de la situation économique, tantôt prospère, tantôt déprimée. Mais ce livre important porte encore la marque du cadre de pensée néoclassique dans lequel il a été formé.

La véritable rupture sera constituée en 1936 par **La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie**. C'est l'œuvre maîtresse de Keynes dans laquelle il va chercher à démontrer qu'une économie au creux de la vague n'engendre pas nécessairement son propre redressement. La crise peut s'éterniser à moins que l'État n'intervienne massivement pour relancer l'investissement. **Pour Keynes, l'économie de marché ne s'autorégule pas ce qui rend nécessaire et légitime l'intervention de l'État.**

Keynes vint d'ailleurs à Washington en 1934 et conseilla au Président Roosevelt, qui avait déjà lancé son New Deal, d'étendre encore les programmes d'investissement public. Pourtant ce n'était pas un socialiste ni un partisan de l'économie administrée. Fondamentalement, c'était un libéral qui croyait aux bienfaits d'une intervention ciblée et mesurée de l'État dans l'économie. Son but n'était pas de détruire le capitalisme mais de le sauver.

Le New Deal, toutefois, ne donna pas les résultats escomptés. Certes, l'investissement privé, quitta le creux de la vague, les entreprises privées investirent dix milliards de dollars en 1936, le revenu national et la consommation s'élevèrent de 50 % après trois ans « d'injections gouvernementales », mais le chômage persistait, il y avait encore neuf millions de chômeurs.

La crise économique et politique des années trente dégénéra finalement dans la Seconde Guerre mondiale et Keynes n'aura pas véritablement eu l'honneur de voir ses idées triompher de son vivant.

Sa vie se terminera en 1946, au moment où le keynésianisme succède à la théorie néoclassique pour dominer la pensée économique et les politiques jusqu'aux années 70-80 qui marqueront le retour du libéralisme.

## → La relation salaire-emploi au cœur du débat et de l'analyse théorique...

### A) Avant de commencer...

Il nous faut faire quelques précisions de vocabulaire.

- **Le salaire** est la rémunération du travail salarié. Est considérée comme salariée toute personne qui dépend d'un employeur pour obtenir rémunération du travail qu'elle fournit.

**NB** : dans les analyses, vous pourrez rencontrer la notion de « taux de salaire », cela équivaut à l'expression « salaire ».

- **Le salaire brut** rémunère le travail effectué. Salaire brut = salaire net + cotisations sociales.

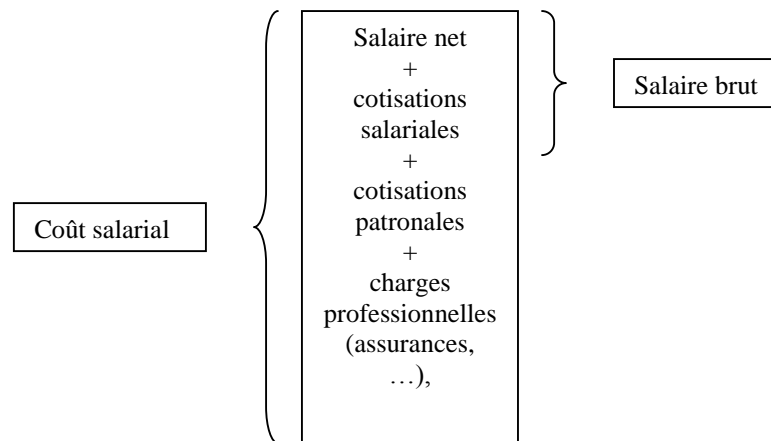
- **Le salaire net** est le salaire effectivement perçu par le salarié. Salaire net = salaire brut - cotisations salariales.

- **Le salaire nominal** est le salaire versé en monnaie au travailleur par son employeur.

- **Le salaire réel** est le pouvoir d'achat du salaire nominal. c'est à dire la quantité de marchandises qu'un individu peut se procurer avec ce que lui rapporte son travail, le salaire réel tient ainsi compte du niveau général des prix.

$$\text{Salaire réel} = \frac{\text{Salaire nominal}}{\text{Indice des prix}} \times 100$$

- **Le coût salarial** pour une entreprise, c'est l'ensemble des dépenses liées à la présence de salariés. C'est également le coût de l'emploi d'un salarié. Il se calcule de la manière suivante :



**Le coût salarial unitaire**, c'est le coût salarial par unité produite.

## **B) Pour les néoclassiques, le chômage est forcément volontaire...**

Chez les néoclassiques, le marché du travail est un marché comme un autre parce que le travail est une marchandise comme les autres. Il fonctionne dans un cadre de concurrence pure et parfaite (hypothèse importante chez les néoclassiques) et obéit à la loi de l'offre et de la demande. La confrontation de l'offre et de la demande de travail va permettre de déterminer le salaire d'équilibre ainsi que le volume d'emploi d'équilibre.

Les néoclassiques distinguent deux grandes catégories d'agents : les ménages et les entreprises. Leurs comportements économiques reposent sur **le principe de rationalité**. Cela signifie que ces agents économiques vont utiliser de manière optimale les ressources dont ils disposent compte tenu des contraintes qui s'imposent à eux afin de maximiser leur satisfaction.

### 1) Le comportement économique des ménages et l'offre de travail

#### a) L'arbitrage entre travail et loisir

Les ménages consomment et offrent leur travail aux entreprises. Ils disposent de temps disponible qui peut-être vendu sur le marché du travail. Comme ils souhaitent maximiser leur satisfaction, ils vont être amenés à réaliser un arbitrage (= un choix) entre travail et loisirs. En effet, un individu a le choix entre travailler plus ou travailler moins. Dans les deux cas sa satisfaction va augmenter : s'il travaille moins le temps consacré aux loisirs va augmenter, s'il travaille plus, le temps consacré aux loisirs va diminuer, mais son pouvoir d'achat va s'élever lui permettant ainsi de consommer plus. Toutefois, de ce dernier cas il résulte une « désutilité » du travail (= pénibilité du travail). Cette désutilité marginale du travail est mesurée chez les néoclassiques par le **salaire réel**\*. Le ménage compte tenu de tous ces éléments va choisir la combinaison (travail / loisirs) qui lui semble la meilleure.

\* **le salaire réel signifie chez les néoclassiques : salaire versé par l'employeur au salarié.**

#### b) L'impact de la variation du taux de salaire sur le comportement d'offre de travail

Si pour un même temps de travail le taux de salaire (= salaire) augmente, deux effets de sens contraire vont apparaître.

Le revenu du consommateur va augmenter lui permettant d'atteindre un niveau de satisfaction plus élevé. Le consommateur sera donc incité à travailler plus et à substituer du travail au loisir (= remplacer du loisir par du travail) car il lui devient plus onéreux de ne pas travailler, ce premier effet est appelé « effet de substitution ».

Cependant, le salaire réel ayant augmenté, le consommateur disposera de plus d'argent et il sera donc incité à substituer du loisir au travail (remplacer du travail par du loisir), ce deuxième effet correspond à « l'effet revenu ».

L'impact de la variation du taux de salaire réel sur le comportement d'offre du consommateur va dépendre de l'importance de ces deux effets. C'est seulement dans le cas où l'effet de substitution l'emporte sur l'effet de revenu qu'une augmentation du salaire réel va entraîner une augmentation de la quantité de travail offerte.

**Autrement, dit l'offre de travail est une fonction croissante du salaire réel : cela signifie que plus le salaire est élevé et plus la quantité de travail offerte augmente et inversement.**

## 2) Le comportement économique des entreprises et la demande de travail

### a) La fonction de production de l'entreprise

Chaque entreprise se fixe pour objectif de réaliser une certaine production en combinant du travail et du capital.

On notera la fonction de production  $Y = f(K;L)$  dans laquelle  $Y$  est le niveau de la production,  $K$  le capital et  $L$  le travail.

L'entreprise va réaliser un calcul rationnel qui va consister à trouver la combinaison de capital et de travail la plus efficace compte tenu de la production à réaliser. En sachant qu'en situation de concurrence pure et parfaite, l'entreprise peut substituer librement du capital au travail et inversement.

### b) Productivité marginale du travail et rendements décroissants

Ces deux notions sont essentielles pour bien comprendre comment se forme la demande de travail des entreprises.

**La productivité marginale du travail** correspond au supplément de production obtenue grâce à l'embauche d'un ouvrier supplémentaire par l'entreprise, les quantités de facteur capital utilisées restant constantes.

**La loi des rendements décroissants** indique que lorsque l'on augmente la quantité d'un facteur de production tout en maintenant l'autre constant, les rendements vont d'abord augmenter, puis à partir d'une certaine quantité de facteurs utilisée les rendements vont diminuer.

### c) Comment se forme la demande de travail ?!

L'objectif de l'entreprise est la maximisation du profit (recettes moins les dépenses) tout en tenant compte des contraintes liées à la production qu'elle doit réaliser (niveau de la production, coût du capital, coût du travail, ...). Le volume optimal d'emploi pour l'entreprise (= le meilleur, le plus favorable à son activité) est celui qui est nécessaire à la production d'une quantité optimale de biens. Comme la productivité marginale du travail est décroissante chaque salarié supplémentaire embauché va rapporter moins que le précédent en termes de valeur ajoutée et l'entreprise arrêtera d'embaucher lorsque la valeur ajoutée apportée par le dernier salarié (= sa productivité marginale) sera égale au salaire.

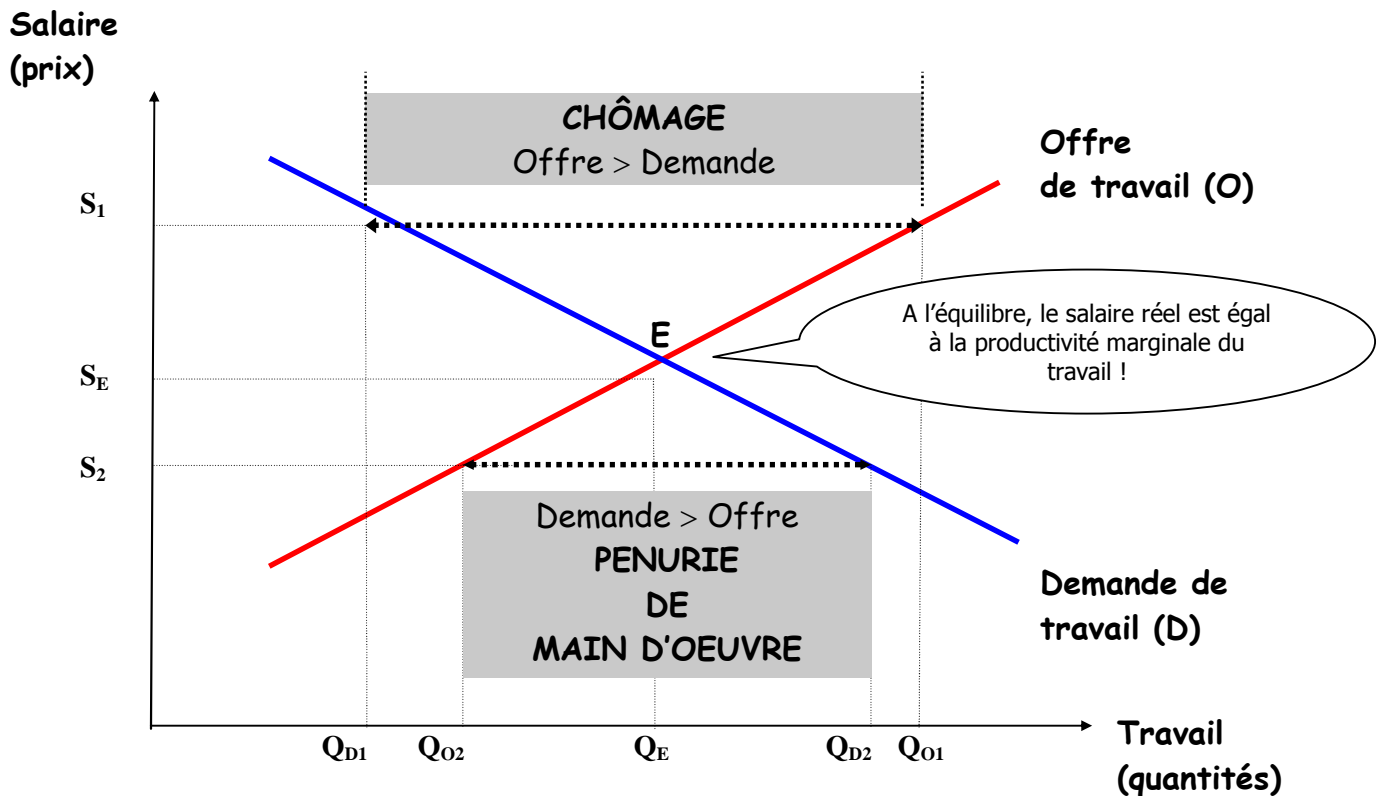
À ce stade l'entreprise n'aura plus intérêt à embaucher car l'emploi d'un salarié supplémentaire lui coûtera plus qu'il ne lui rapporte. Ainsi, tous les salariés sont rémunérés à la productivité marginale la plus faible, c'est-à-dire celle du dernier salarié embauché.

**Il en résulte une fonction de demande de travail décroissante par rapport au salaire réel : plus le salaire réel est élevé, plus la demande de travail est faible et inversement.**

## 3) La détermination du salaire et de l'emploi d'équilibre

Sur le marché du travail vont se rencontrer les offres et les demandes de travail. L'égalisation entre l'offre globale et la demande globale de travail, toutes deux déterminées par somme des offres et des demandes individuelles, va permettre de déterminer d'une part le salaire d'équilibre ( $S_E$  sur le graphique), à ce salaire toutes les offres et toutes les demandes sont réalisées et satisfaites, d'autre part, le niveau optimal de l'emploi ( $Q_E$  sur le graphique). Cet équilibre est un équilibre de plein emploi qui est stable (lorsque le système s'éloigne de sa position d'équilibre, des forces internes au système tendront à le ramener à l'équilibre).

En effet, les mécanismes de marché quand ils jouent librement permettent un retour spontané à l'équilibre. Si pour une raison quelconque l'équilibre se détériore, la flexibilité des prix (= des salaires) va permettre un retour à l'équilibre. Il ne peut donc exister que deux types de chômage pour les néoclassiques : **un chômage volontaire** qui résulte d'un refus individuel ou collectif d'accepter de travailler au salaire d'équilibre qui permet d'égaliser offres et demandes d'emploi et un **chômage frictionnel** lié aux ajustements nécessaires de l'offre et de la demande sur le marché du travail à court terme.



**NB :**  $Q_D$  = quantité de travail demandée /  $Q_O$  = quantité de travail offerte

Toutefois, en dépit des vertus auto-régulatrices du marché, la théorie néoclassique va se révéler incapable d'expliquer et d'apporter des remèdes à la crise de 1929 se trouvant ainsi vivement contestée. Parmi les attaques les plus marquantes : celle de Keynes.

### C) Pour J. M. Keynes, le chômage peut être involontaire...

Dès le premier chapitre de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), Keynes précise son désaccord avec les conclusions de la théorie néoclassique qui ont gouverné « la pensée économique des milieux dirigeants et universitaires » durant les cent dernières années. Il opère une rupture méthodologique importante avec les économistes qu'il appelle « classiques » : il se propose d'étudier le fonctionnement à court terme du système économique dans son ensemble et le tout dans un univers incertain.

La Théorie Générale reflète clairement la volonté de Keynes d'apporter des réponses à la situation économique du moment : la crise des années trente. Pour lui, la crise de 1929 constitue bien le résultat d'une insuffisance de débouchés, et la preuve de l'incapacité de l'économie à s'autoréguler.

Keynes se propose de fournir une explication du chômage persistant en proposant une analyse de l'emploi et de ses déterminants. Par ailleurs, il considère que le marché du travail n'est pas un véritable marché et ne croit pas que l'augmentation considérable du chômage dans les années 1930 aux États-Unis, en Allemagne et en Grande-Bretagne résulte d'un refus concerté des salariés de travailler au niveau des salaires existants provoquant ainsi une augmentation du chômage volontaire.

Keynes assiste d'ailleurs à une manifestation de chômeurs aux États-Unis en 1932. Les chômeurs ont manifestement besoin de trouver un emploi. Dans ces conditions, comment peut-on affirmer que le chômage est forcément volontaire ?

Il se propose alors d'en donner une autre explication et d'envisager l'existence d'un **chômage involontaire** qui constituerait le cas général.

#### 1) Keynes réfute les postulats néoclassiques

- **Tout d'abord, Keynes réfute la « loi des débouchés » de Say.**

La critique de la loi de Say s'articule autour de la notion de fuite monétaire.

Selon Keynes en effet, la monnaie n'est pas seulement demandée pour des motifs de transaction mais

également pour des **motifs de précaution** (du fait de l'incertitude pesant sur l'avenir) et de **spéculation** (la liquidité peut ainsi être « mise de côté » et être affectée à l'achat d'obligations lorsque des opportunités se présenteront).

Ces deux dernières raisons (**précaution et spéculation**) de détenir des encaisses monétaires (= sommes d'argent détenus par un individu) constituent une déperdition pour l'économie puisqu'il s'agit d'encaisses oisives (=qui n'ont aucun effet d'entraînement sur l'économie).

Cette déperdition, en effet, met à mal la croyance selon laquelle l'offre créerait sa propre demande.

L'existence d'une thésaurisation rend dès lors possible, voir probable, des déséquilibres entre l'offre et la demande et avec eux des crises de sous-consommation.

De fait, la crise de 1929 constitue bien pour Keynes le résultat d'une insuffisance de débouchés, et la preuve de l'incapacité de l'économie à s'autoréguler.

- **Ensuite, Keynes ne croit ni en la flexibilité des salaires, ni même en l'existence d'un véritable marché du travail.**

Pour caractériser le fonctionnement du marché du travail chez les néoclassiques, Keynes choisit deux postulats qu'il formule de la façon suivante :

1 - « *le salaire est égal au produit marginal du travail* » ;

2 - « *L'utilité du salaire quand un volume donné de travail est employé est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi* » ;

Il conserve le premier postulat mais rejette le second ce qui le conduit à réfuter la courbe d'offre de travail qui est censée expliquer le comportement des salariés dans le modèle néoclassique. Ce second postulat soulève selon Keynes une objection essentielle.

Cette objection repose sur le fait que d'une part la fixation du salaire nominal (ou **taux de salaire nominal** : ce que perçoit le travailleur pour le travail qu'il doit effectuer) ne résulte pas des mécanismes de marché, mais de facteurs institutionnels : ils sont déterminés par des conventions salariales entre les syndicats et les employeurs. De plus, le salaire nominal est inflexible à la baisse du fait des pressions syndicales. D'autre part, les agents sont à court terme victimes de **l'illusion monétaire** *c'est-à-dire qu'ils ne disposent pas de toute l'information nécessaire pour mesurer l'impact d'une variation des prix sur leur salaire. Ainsi, ils n'ajustent pas leurs comportements d'offre de travail en fonction du salaire réel comme l'affirment les classiques mais en fonction du salaire nominal.*

Il faut rappeler que le **salaire réel (ou taux de salaire réel)** correspond chez Keynes au pouvoir d'achat des individus, c'est à dire la quantité de marchandises qu'un individu peut se procurer avec ce que lui rapporte son travail, le salaire réel tient ainsi compte du niveau général des prix.

## 2) Le niveau de l'emploi est déterminé par la demande effective

Le concept de « demande effective » va permettre à Keynes d'expliquer comment se déterminent le salaire et comment il peut exister des situations d'équilibre de sous-emploi (c'est à dire une situation dans laquelle toute la main d'œuvre disponible ne peut être embauchée).

Pour Keynes, le niveau de l'emploi n'est pas fixé sur le marché du travail, mais il résulte directement du niveau global de la production qui lui-même résulte de la demande effective (c'est à dire la demande présente et de la demande anticipée par les entreprises). Or, dans une économie fermée, qui constitue le cadre de réflexion de Keynes, **la demande intérieure adressée aux entreprises est composée de la demande de biens de consommation par les ménages et de la demande d'investissement des entreprises (achat de biens d'équipement pour réaliser leur production).**

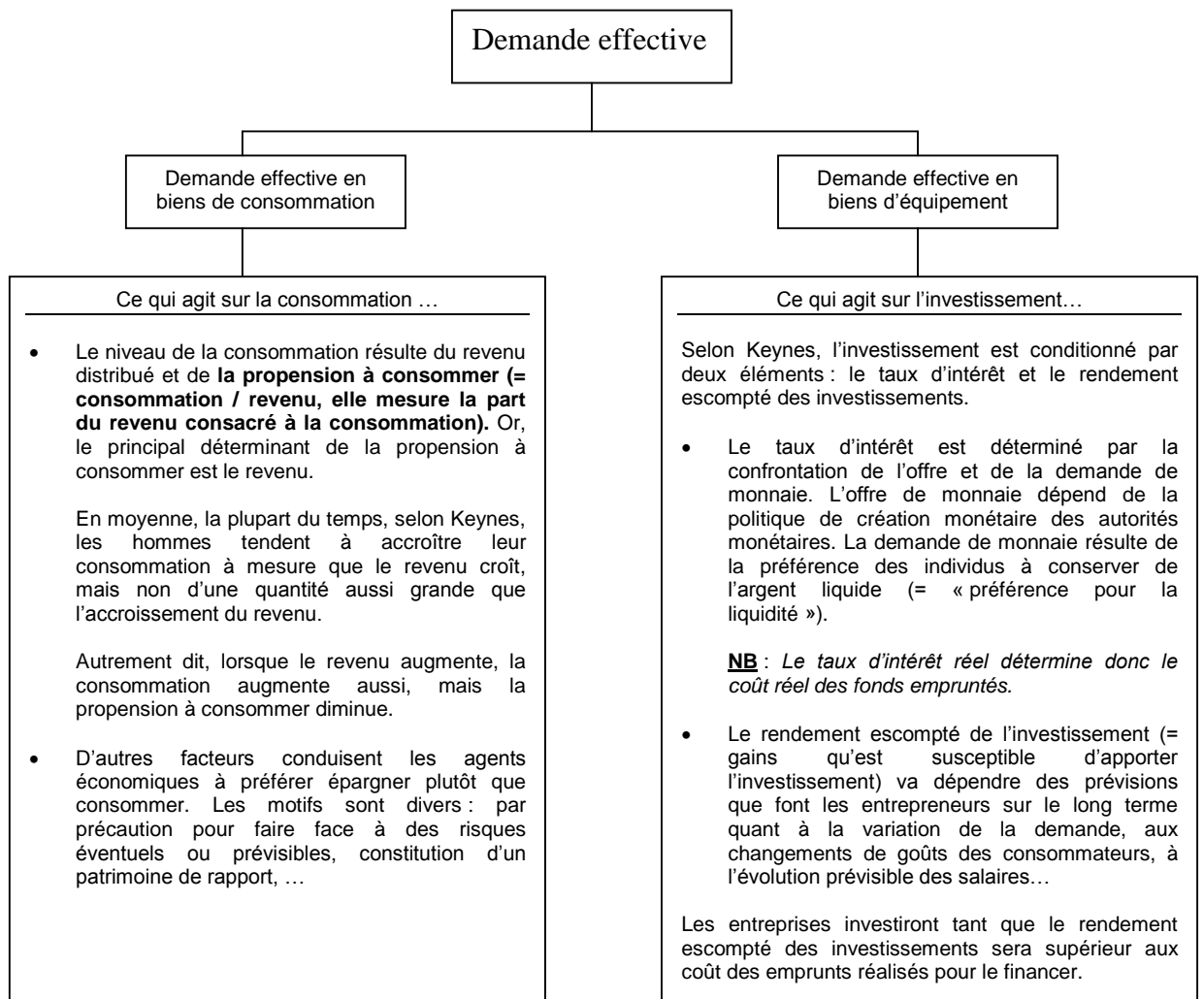
**La demande effective est donc la demande présente et la demande anticipée par les chefs d'entreprise.** Par ce concept, Keynes *montre que la demande d'investissement des entreprises et le niveau de l'emploi sont déterminés par le volume de production anticipé par les chefs d'entreprise pour répondre à la demande de biens de consommation et de biens d'équipement.*

Formulée autrement, on peut dire que **la demande effective est la demande de biens de production et de biens de consommation présente et prévue par les chefs d'entreprise lorsqu'ils décident de produire, d'investir et éventuellement d'embaucher.**

Lorsqu'ils « anticipent », cela signifie qu'il se font une certaine idée de la demande future qui leur sera adressée. Par rapport à cette anticipation, les entrepreneurs vont donc décider d'un certain volume de production à mettre en œuvre et donc d'un certain volume d'emploi et d'investissement pour y parvenir. En effet, pour Keynes, les

entrepreneurs sont des « **esprits animaux** », en situation d'incertitude, c'est leur état d'esprit (optimiste ou pessimiste) qui orientera leurs décisions).

**La demande effective qui englobe la consommation et l'investissement est le moteur de l'économie**



**Keynes s'oppose donc aux néoclassiques sur bien des points...**

- Le niveau de l'emploi ne se fixe pas sur le marché du travail et ne résulte donc pas du niveau du salaire ; c'est au contraire le salaire qui résulte du niveau de l'emploi.
- L'offre ne crée pas sa propre demande comme le postule J. B. Say mais c'est la demande qui va conditionner l'offre.
- Contrairement à ce qu'affirment les classiques, la monnaie n'est pas neutre dans l'économie. Ainsi, une augmentation de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie, en faisant baisser les taux d'intérêt peut agir sur l'économie réelle (accès au crédit plus facile pour les ménages ce qui peut stimuler leur consommation, coût de l'emprunt moins onéreux pour les entreprises qui souhaitent investir ce qui améliore la rentabilité de l'investissement...).
- Pour Keynes, l'incertitude fait partie de l'économie de marché. Dès lors les décisions aussi importantes que l'investissement ne résultent pas seulement d'un calcul rationnel, elles dépendent nécessairement d'anticipations et sont donc déterminées par des facteurs irrationnels ou psychologiques. Ainsi, une hausse des impôts sur le revenu, le durcissement des conditions d'indemnisation du chômage, l'annonce d'une forte progression du chômage, etc. peuvent amener les entreprises à anticiper une contraction de la demande... et adapter le niveau de leur production en conséquence !

La demande joue ainsi un rôle fondamental dans la réflexion keynésienne, en effet, c'est le niveau des anticipations des entrepreneurs qui va déterminer le niveau de l'investissement, de la production et donc de l'emploi.

**En fonction des anticipations des entrepreneurs, il va exister différents niveaux de demande de travail.**

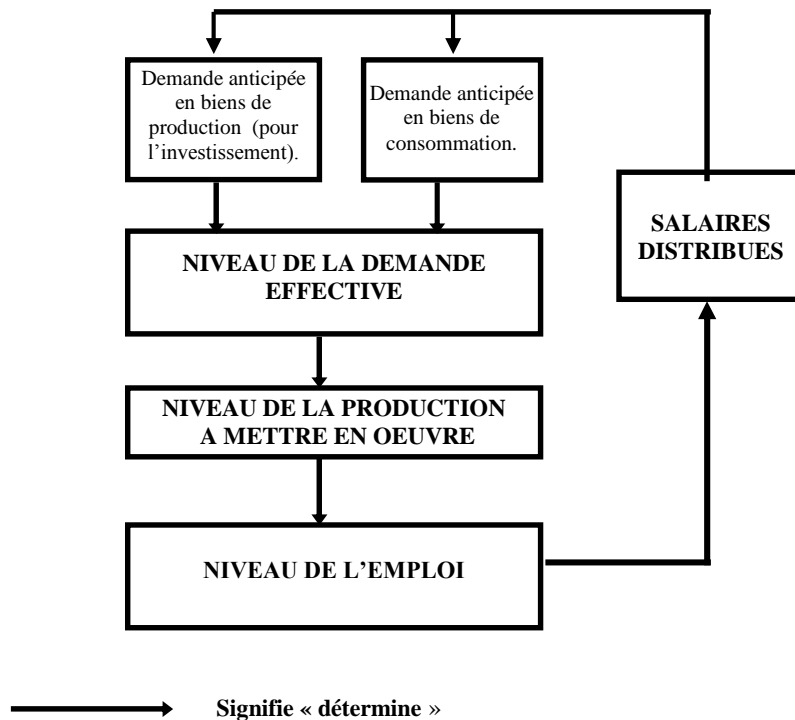
**Keynes observe alors qu'il n'y a aucune raison pour que le niveau de l'emploi qui s'établit ainsi corresponde au plein emploi** (c'est à dire l'utilisation de toute la force de travail disponible dans l'économie). Le

chômage qui résulte de la différence entre le niveau de l'emploi et l'effectif de la population active peut donc être **involontaire**. Supposons que les entreprises anticipent une baisse de la consommation, la demande effective va baisser et provoquer une augmentation du chômage qui ne peut-être qu'involontaire car les ouvriers seraient prêts à travailler au salaire existant mais ne trouvent pas de travail.

L'équilibre qui se met en place est un équilibre stable mais qui peut-être de sous-emploi qui n'est pas temporaire mais durable. **L'équilibre de plein emploi est une situation possible parmi les autres. Elle n'est en aucun cas systématique !!!**

**Pour Keynes, l'économie peut très bien connaître une situation de sous-emploi sans pour autant être en crise.**

### Schémas résumant la théorie de Keynes.



Ou plus simplement...

**Demande de biens de consommation et de production → Niveau de la production → Niveau de l'emploi → Niveau de chômage.**

Ceci nous conduit à faire deux constats :

① Le niveau de l'emploi ( c'est à dire la demande de travail) va dépendre du volume de production que les entrepreneurs vont décider de mettre en œuvre et non pas du niveau de salaire comme le précisent les néoclassiques.

② Si le niveau des salaires baisse, le pouvoir d'achat des ménages risque de baisser, il consommeront moins entraînant ainsi un ralentissement la demande. Dans ce contexte, les anticipations des entrepreneurs vont être pessimistes, la demande effective va baisser, ce qui va entraîner une baisse de leur production, une baisse de l'emploi et donc une augmentation du chômage !

Dans ce dernier constat, Keynes s'attaque à Pigou. Pour ce dernier, une baisse du salaire nominal va entraîner une baisse des coûts de production permettant aux prix de diminuer ; comme la baisse des prix sera plus importante que la baisse des salaires nominaux, les agents vont quand même être incités à consommer plus, la demande va s'élever, la production augmenter et l'emploi aussi. Keynes va contester ce raisonnement car il est probable qu'une baisse du salaire nominal entraîne une baisse de la consommation... ce qui nous renvoie au point ②.

### 3) L'intervention de l'Etat est nécessaire...

Il n'y a que peu de chances pour que le volume de production qui est mis en place dans l'économie corresponde spontanément à celui qui assure le plein emploi.

Keynes pense que l'Etat doit alors soutenir la demande effective pour assurer le plein emploi. Plusieurs modes d'action sont suggérés :

- Recourir à la politique monétaire (instrument privilégié pour Keynes). Il faut créer de la monnaie afin de faire baisser les taux d'intérêt et encourager l'investissement. Une politique de taux d'intérêt faible est toujours recommandée tant que le plein emploi n'est pas atteint.
- Recourir à la dépense publique. Nous venons de le voir, l'Etat peut encourager l'investissement privé en diminuant les taux d'intérêt mais il peut également investir lui-même en recourant au déficit budgétaire. Ainsi, Keynes pensait que de grands travaux permettent de fournir du travail et des revenus supplémentaires qui sont sources de richesse. On retrouve ici le fameux principe du **multiplicateur d'investissement keynésien** selon lequel, un supplément d'investissement dans l'économie entraîne un supplément de production grâce au supplément de demande qu'il induit. Ainsi, lorsque la demande augmente les entreprises sont incitées à mettre en œuvre un volume de production et donc d'emploi plus importants !

### **Pour info... Le principe du multiplicateur keynésien...**

La situation dans laquelle il est censé s'appliquer est, bien entendu, une situation de sous-emploi, résultat d'une demande effective insuffisante. Grâce au jeu du multiplicateur, les pouvoirs publics vont, à partir d'un supplément de dépenses d'investissement, relancer, stimuler cette demande effective. Rappelons ici le principe.

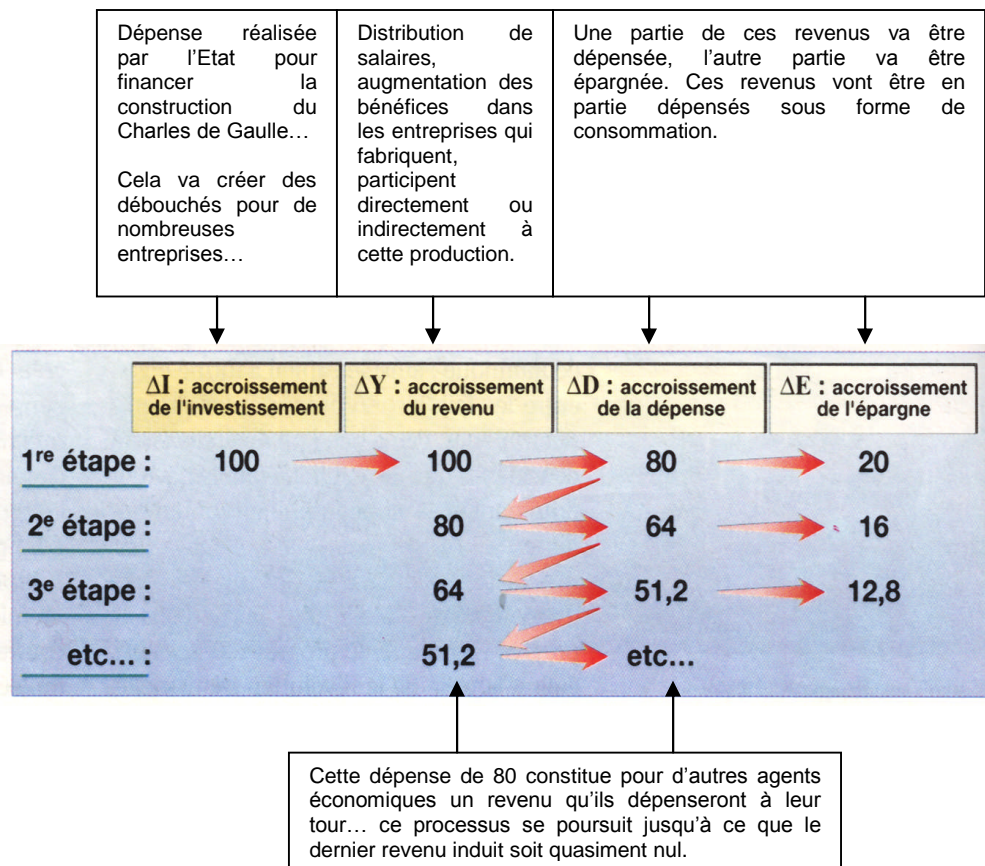
Le multiplicateur révèle la présence d'un « levier » dans l'économie qui démultiplie l'effet d'une hausse initiale de l'investissement. Description du mécanisme :

Une variation positive d'investissement de 100 entraîne aussitôt une augmentation du revenu distribué de 100 (distribué aux entreprises et aux salariés concernés par les circonstances).

Donc dans un premier temps, si la propension marginale à consommer est de 0,8 par exemple, alors la hausse de 100 du revenu se traduit par une hausse de la consommation de  $0,8 \times 100 = 80$  ; tandis que l'épargne augmente, elle, de 20 ( $=100 \times 0,2$ ).

Cet accroissement de la consommation de 80 se traduit alors dans un deuxième temps par un revenu supplémentaire de 80 qui entraîne une consommation supplémentaire de  $0,8 \times 80 = 64$  (l'épargne croît de 16).

**NB :** Le phénomène se propage tout en s'atténuant, pour finalement s'achever lorsque la somme des épargnes générées égalise le montant du supplément d'investissement initial.



La découverte de cet effet par Keynes, constitue une information capitale pour les pouvoirs publics puisqu'il apporte la preuve qu'une pénurie d'investissement privé déprimant la demande effective, pourra être compensée par les effets secondaires puissants d'un investissement réalisé par l'Etat.

À la limite, l'intérêt pratique de l'investissement supplémentaire n'a que peu d'importance, dans la mesure où le processus s'enclenche simplement sous l'influence de la dépense nouvelle. Keynes lui-même écrit : « À une époque de chômage rigoureux, des travaux publics, même d'une utilité douteuse, peuvent donc rapporter maintes et maintes fois ce qu'ils coûtent ».

Puisque la dépense publique a un effet multiplicateur sur l'activité économique, l'État dispose de plusieurs moyens pour stimuler la demande effective à partir de sa politique budgétaire. Voici quelques actions qui ont un effet multiplicateur sur l'économie :

- *Augmentation de l'investissement ;*
  - *Augmentation des dépenses publiques (pratique du déficit budgétaire) ;*
  - *Augmentation des prestations sociales ;*
  - *Augmentation des revenus (relèvement du SMIC) ;*
  - *Réduction des impôts.*
- De même, une politique favorisant la consommation peut être favorable au plein emploi. Pour cela, il faut mettre en œuvre une politique de redistribution qui permettrait d'augmenter la propension à consommer. Aussi préconise-t-il de lutter contre les inégalités en mettant en place une politique fiscale avantageuse pour les bas revenus ce qui favoriserait leur propension à consommer. On sait la plus grande sensibilité en termes de consommation des ménages modestes à la moindre variation positive de leur revenu !

Toutes ces mesures aboutissent plus ou moins directement à créer un contexte économique et social favorable, qui encourage l'optimisme des agents économiques et fait progresser la demande effective.

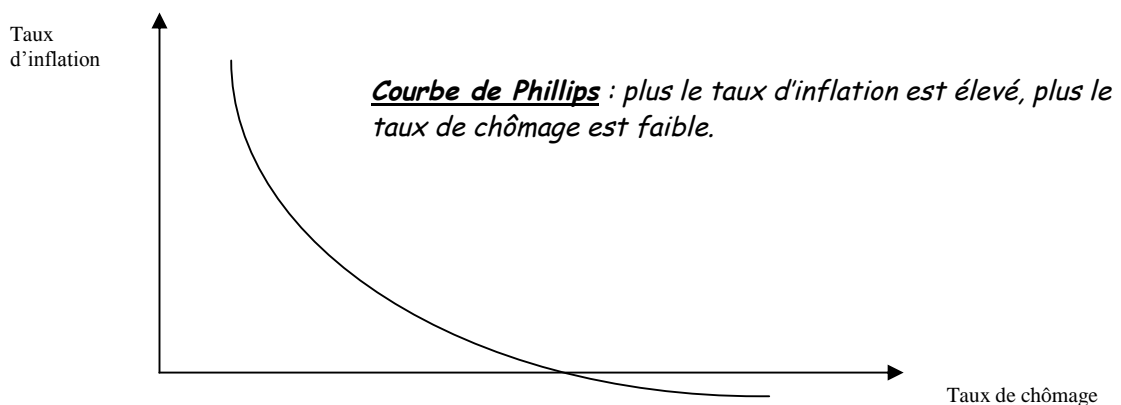
## → Actualité de la pensée de Keynes et prolongements contemporains...

### A) La courbe de Phillips ou la justification de l'analyse keynésienne ?! (Doc. 13 p. 420)

Dans les années 60-70, certains auteurs d'inspiration keynésienne illustraient leur raisonnement par la courbe de Phillips, du nom de l'économiste australien qui la mit en évidence en 1958.

À l'origine la courbe de Phillips décrit une simple relation constatée par son auteur entre le taux de chômage et le taux de croissance des salaires nominaux au Royaume-Uni de 1860 à 1951. elle va ensuite servir de base à une réflexion sur l'existence d'un choix entre chômage et inflation et sur l'impact de la politique monétaire.

Cette courbe montre donc qu'un arbitrage est possible entre le taux de chômage et le taux d'inflation. L'enseignement de la courbe est clair : **les autorités peuvent faire baisser le taux de chômage mais au prix d'une progression de l'inflation.**



En effet, **selon Keynes**, les politiques de plein emploi créent, par leur succès même, des goulots d'étranglement dans la production (= les capacités de production existantes peuvent se révéler à court terme insuffisantes pour faire face à l'augmentation de la demande), se traduisant par une certaine hausse des prix, tendance qui est encore renforcée par le fait que le contexte de croissance économique offre un terrain favorable aux augmentations de salaires revendiquées par les salariés.

Keynes ne nie donc pas un risque de dérapage inflationniste mais qui constitue en quelque sorte le prix à payer pour se rapprocher de l'équilibre de plein emploi.

**En revanche pour les néoclassiques**, les tentatives de relance n'ont aucun effet durable sur la production et l'emploi puisqu'ils considèrent qu'au départ ce sont des salaires trop élevés qui sont à l'origine du chômage, et non des anticipations trop pessimistes des entrepreneurs.

À court terme, salariés et entrepreneurs peuvent être « trompés » par l'augmentation de la demande, dont ils n'ont pas encore compris l'artificialité. Mais quand les uns et les autres perçoivent la progression de l'inflation et ses conséquences, ils reviennent à leurs anciens comportements (plans de production réduits pour les entreprises et exigences de rétablissement des salaires réels pour les salariés).

Résultat : le chômage retrouve son niveau antérieur, mais la situation est encore dégradée par l'inflation qui persiste et s'aggrave si la même politique continue à être pratiquée. La politique de relance keynésienne est un échec !

De ce point de vue, des études poussées concernant d'autres périodes et d'autres pays (notamment les États-Unis durant les « Trente Glorieuses »), mettent à mal la relation de Phillips. Plus préoccupant encore, à partir des années 1970, elle ne se vérifie absolument plus. On assiste à la coexistence de trois phénomènes : forte progression du chômage, forte progression de l'inflation et croissance économique nulle ou faible. Cette situation s'appelle la **stagflation**.

*Milton Friedman, économiste américain néolibéral, appuiera alors une part de ses travaux sur ce résultat, et démontrera que l'arbitrage chômage - inflation n'étant qu'une illusion, la politique monétaire keynésienne qui repose indirectement sur cette relation doit être, elle aussi, abandonnée.*

### **Pour info...**

*Friedman va devenir la principale figure du courant monétariste et le chef de file de l'université de Chicago dont il fera un « bastion anti-keynésien ».*

*Une première opposition à la pensée keynésienne portera sur l'interprétation de la crise de 1929. Là où Keynes voyait l'insuffisance de la demande effective et un capitalisme incapable de s'autoréguler, Friedman ne voyait qu'un concours de circonstances et une erreur de politique monétaire, considérant que l'économie américaine des années 20 était fondamentalement saine, c'est-à-dire pas encore « contaminée » par l'État-providence.*

*De la fin de la Seconde Guerre mondiale au début des années 70, les « Trente Glorieuses » sont dominées par le Keynésianisme triomphant. Certes, il y a une inflation rampante, mais on considère que c'est le prix à payer de la croissance et du plein emploi. Friedman assumera sa relative traversée du désert sans relâcher ses critiques à l'égard du Keynésianisme.*

*La décennie 70 marque le début de la crise « actuelle » et sera caractérisée par la stagflation. La régulation keynésienne semble impuissante face à ce problème nouveau. La crise va donc propulser Friedman au premier rang, lui qui dénonce depuis toujours les « erreurs keynésiennes » et dont la pensée semble offrir une alternative.*

## **B) L'actualité du débat sur les causes du chômage**

Tout le débat entre les keynésiens et les néoclassiques réside dans leur conception du salaire. En effet, pour les premiers, c'est un revenu qui va agir sur la demande effective et pour les seconds, c'est un coût qui pèse sur les entreprises.

**1) Dans une conception keynésienne**, le niveau de l'emploi est lié au niveau de la production. Aussi, la réduction du coût du travail et plus précisément du salaire peut-elle constituer un facteur de récession. En effet, **la baisse des salaires va s'accompagner d'une baisse de la demande qui à son tour conduira à un ralentissement de la production et donc de la croissance**. Pour Keynes, un niveau élevé de salaire n'est pas une source de chômage mais, au contraire, un soutien à la demande et donc à l'investissement et à l'emploi. D'autre part, **la réduction des salaires peut-être source de problèmes sociaux**. Lorsqu'elle permet effectivement de faire baisser le chômage, elle est acceptée par l'opinion, mais il est à craindre que par son effet dépressif sur la demande, elle n'ait pas réellement l'effet recherché sur l'emploi ; c'est du moins ce que pensent les keynésiens.

Les périodes de croissance sont donc des périodes de création d'emploi, alors qu'en période de crise, le ralentissement de la croissance et encore plus la baisse de la production seraient facteurs de chômage. Les périodes de crise sont effectivement des périodes de chômage important ; ce fut le cas pendant la crise des années 1930, c'est le cas de la crise actuelle. Au contraire, la période de croissance des Trente Glorieuses fut une période de relatif

plein emploi. On comprend donc aisément que les politiques d'inspiration keynésienne tentent de remettre la machine économique en marche par des mesures de relance ou de stimulation de l'activité. Baisse de l'impôt sur le revenu pour favoriser la reprise de la consommation, commandes de l'Etat (Ex : le Charles de Gaulle), l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, etc.

**2) Selon la théorie libérale**, le coût élevé de la main-d'œuvre est la cause principale du chômage. Le niveau trop élevé des salaires réduirait la demande de travail (de la part des entreprises) et accroîtrait l'offre (de la part des salariés), entraînant du chômage. Depuis trop longtemps, le marché du travail s'ajuste mal sous l'effet de multiples rigidités : existence du SMIC, revendication syndicales, etc. Une politique de lutte contre le chômage passe donc par la diminution des rémunérations et des charges patronales pour que les entreprises embauchent davantage. Depuis le début des années 80, les gouvernements successifs, pour encourager l'embauche et améliorer la compétitivité des entreprises, ont **mis en place des mesures globales ou sélectives de réduction du coût de la main d'œuvre** comme par exemple : la diminution des charges patronales dans le cas de l'embauche d'un chômeur présentant certains critères (jeune chômeur ou chômeur de longue durée), la création de nouvelles formes d'emplois (CES par exemple) « aidés » qui peuvent donc être rémunérées en dessous du SMIC, une **politique d'austérité salariale** afin de contenir le plus possible les revendications des salariés, l'alternative présentée aux salariés dans l'entreprise : accepter soit des licenciements soit des réductions de salaire, et... toute mesure gouvernementale visant à accroître la flexibilité des salaires et faciliter ainsi leur baisse... comme l'assouplissement de la législation concernant l'intérim qui permet de faire évoluer les effectifs de l'entreprise au même rythme que son activité réduisant ainsi des coûts inutiles. Globalement, tout un ensemble de mesures ont été prises pendant les années 80 pour redonner de la flexibilité au marché du travail là où trop de rigidités entravaient son bon fonctionnement.

**Remarque** : Traditionnellement, on oppose la situation des Etats-Unis où le chômage serait faible en raison d'une bonne flexibilité des salaires à la situation européenne, et plus particulièrement française, où le chômage élevé serait dû à une à une rigidité des salaires, notamment à la baisse.

Cependant, outre que cette situation se paie par de très fortes inégalités salariales aux Etats-Unis, l'effet de la réduction du coût du travail sur le niveau de chômage n'est pas évident. En effet, il faut songer à la double nature du salaire : si le salaire est un coût pour les employeurs, il détermine également (via la consommation) le volume de la demande qui s'adresse à eux et donc le niveau de leur activité comme le soulignait Keynes.

### **3) Le chômage peut également avoir des causes structurelles :**

Tout d'abord, il peut exister une inadéquation entre l'offre de qualification (par les salariés) et la demande de qualification (par les entreprises) qui serait due au manque de mobilité professionnelle (peu d'efforts de reconversion des salariés) et géographique (les individus étant réticents à quitter leur bassin d'emploi pour rechercher du travail ailleurs où il se trouve en plus grande quantité). Les entreprises ne trouvent donc pas rapidement les qualifications dont elles ont besoin !

Ensuite, un manque de qualification de la population active dont les caractéristiques ne correspondent pas aux attentes des employeurs.

## **C) Les approches traditionnelles à l'épreuve de la réalité : les nouvelles théories.**

### **1) La théorie du « Job Search » ou l'analyse en termes de chômage de prospection - G. Stigler.**

Cette théorie remet en cause l'hypothèse d'information parfaite de l'analyse néoclassique. Selon ses préceptes, les chômeurs refusent certains emplois proposés car ils espèrent trouver des emplois plus intéressants. En effet, si les travailleurs ne sont pas parfaitement informés sur les différents emplois disponibles et leur rémunération, ils peuvent avoir intérêt à prolonger leur période de chômage, afin de pouvoir consacrer plus de temps à la recherche d'un emploi.

Cette recherche d'emploi conditionne en quelque sorte la durée du chômage qui va plutôt dépendre du niveau des allocations chômage et de la richesse personnelle de l'individu.

Ce dernier va donc chercher à se renseigner sur les salaires pratiqués dans les entreprises. À noter que celles-ci vont adopter une démarche identique en auditionnant un certain nombre de candidats afin de trouver les travailleurs les plus aptes à répondre à leurs besoins. L'ensemble de ces démarches nécessite un certain coût en temps et en argent car l'information n'est pas parfaite.

Dans le cas d'une recherche d'emploi, l'individu va procéder à la comparaison de deux éléments : d'une part, ce que va coûter une visite supplémentaire d'entreprise, et d'autre part, ce que va lui rapporter cette visite supplémentaire, c'est-à-dire une certaine probabilité de trouver une offre meilleure. Le comportement de recherche d'emploi consiste donc à poursuivre les visites tant que le coût d'une visite est inférieur aux gains estimés de cette visite.

Cette approche peut être intéressante pour analyser des inégalités : inégalités de salaires, mais aussi tout particulièrement les inégalités en matière de chômage. Dès lors que l'on admet que l'information n'est pas parfaite, on comprend aisément soit que tous les agents ne disposent pas du même degré d'information, soit que le temps d'acquisition nécessaire pour obtenir cette information n'a pas le même coût pour tous.

Le chômage n'est donc pas appréhendé comme un dysfonctionnement mais plutôt comme un temps d'investissement permettant à l'individu d'optimiser sa recherche d'emploi. En fait, cette théorie est une théorie acceptable du chômage qui peut exister en période de forte croissance, mais il apparaît aujourd'hui discutable, alors que nous vivons un chômage massif, de recourir à ce type d'argument pour expliquer le sous-emploi.

## 2) Les obstacles à la baisse des salaires

Keynes avait déjà largement entrevu qu'une réduction des salaires nominaux n'est guère réalisable car chaque travailleur ou groupe de travailleur résistera à une telle baisse. Cette réflexion a été prolongée par des auteurs contemporains.

- La théorie du « contrat implicite » - C. Azzariadis.

Entreprise et salariés conviennent tacitement d'un niveau de salaire stable, quelle que soit la conjoncture.

Cette approche part de l'idée selon laquelle les acteurs du marché du travail seraient d'accord pour que les salaires ne fluctuent pas. Dans cette optique, les rémunérations ne sont plus fixées par le libre jeu de la concurrence, mais sont déterminées par des contrats implicites conclus entre l'entreprise et ses employés. Le salaire devient l'objet d'un contrat négocié.

On peut se demander ce qui poussent ces agents, dont les motivations sont opposées, à formuler et à accepter ce contrat tacite. En fait, il s'agit de l'existence d'un coût de recrutement, tant pour le salarié (coûts liés à la recherche d'emploi) que pour l'employeur (coûts de la recherche, puis de la formation du salarié recruté), qui conduit les deux parties à trouver un point d'accord.

Les salariés voient d'un très mauvais œil le risque de perdre leur emploi ou de voir leur salaire diminuer, quant à l'employeur, il redoute que ses employés ne fournissent pas l'effort maximum ou aillent proposer leurs talents ailleurs alors qu'elle les a formés moyennant un coût relativement élevé.

Il va donc s'établir entre eux une sorte de « contrat d'assurance » limitant l'incertitude pour chacun des deux protagonistes.

- *L'employeur s'engage à maintenir le niveau des salaires, et prémunit ainsi les salariés contre d'éventuelles baisses de pouvoir d'achat au cours d'une période économique difficile.*
- *En contrepartie, les salariés concèdent à l'employeur le droit de ne pas augmenter les salaires proportionnellement aux gains de productivité en période de plus forte croissance.*

Cette théorie du contrat implicite suppose un certain nombre de principes discutables dont le principal est sûrement celui qui consiste à affirmer que l'entreprise jouerait à la fois un rôle d'embauche et d'assureur. Quoiqu'il en soit, elle a le mérite de montrer que le travail n'est pas une marchandise comme les autres comme le prétend l'approche néoclassique !

- La théorie du « salaire d'efficience »

Le fixation de salaires supérieurs au salaire d'équilibre qui se fixe sur le marché serait une stratégie des entreprises pour motiver leurs salariés.

A la base de cette théorie, il y a l'idée selon laquelle le niveau de rémunération du salarié va déterminer sa productivité. En d'autres termes, les entreprises peuvent avoir intérêt à verser des salaires relativement élevés afin d'augmenter la productivité des travailleurs. Ainsi, en pratiquant un salaire supérieur à ce que propose la concurrence, l'entreprise va pouvoir tirer plusieurs avantages :

- *En effet, il est souvent très difficile de contrôler la productivité individuelle d'un salarié. De plus, a priori, l'entreprise n'est pas sûre que le travailleur donnera le maximum de lui-même, il pourrait « tirer au flanc ». Aussi, la menace du chômage assorti d'une progression des salaires est de nature à inciter les salariés à fournir un effort maximal.*
- *Lorsque les entreprises supportent des coûts de rotation de la main d'œuvre élevés, une augmentation des salaires devrait permettre de fidéliser les travailleurs et de réduire le turn-over.*

- Si une entreprise réduit ses salaires, ses meilleurs employés vont trouver un emploi ailleurs. En payant un salaire élevé, l'entreprise va attirer les meilleurs travailleurs car la qualité moyenne des salariés augmente avec le salaire.
- En fixant des salaires plus élevés, les entreprises vont montrer aux salariés qu'elles les traitent correctement.

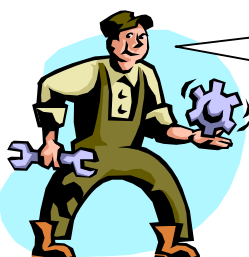
L'apport principal de cette théorie est de montrer que la rémunération contribue à l'amélioration de la productivité et n'est pas seulement la contrepartie de la productivité comme l'indiquent les néoclassiques ! (Rappelez-vous : « à l'équilibre, le salaire réel est égal à la productivité marginale du travail » !). Toutefois, on peut affirmer que le salaire n'est pas le seul moyen d'incitation ; on peut également songer aux promotions... D'autre part, en cherchant à expliquer la rigidité des salaires, la théorie du salaire d'efficience donne des fondements micro-économiques à l'analyse keynésienne. A ce détail près que Keynes expliquait la rigidité des salaires par des facteurs institutionnels (pression des syndicats) alors qu'ici elle s'explique par des raisons internes aux entreprises.

- La théorie des insiders/outsideurs

Les *insiders* sont les titulaires d'un poste, ceux qui ont un emploi, les *outsiders* sont les personnes à la recherche d'un emploi. Cette théorie met l'accent sur le pouvoir des *insiders* qui influencent au moins en partie les décisions de salaire et d'emploi. Le pouvoir des *insiders* provient en fait de la prise en compte des *coûts de rotation du personnel* pour l'entreprise. Par là, il faut penser aux coûts de recrutement, de licenciement et de litige, de recherches sur le marché du travail, des coûts de publicité et de sélection, de négociation des conditions d'emploi. D'autres coûts importants sont liés à la production et à la nécessité de former les nouveaux employés. En plus de ces coûts bien connus de rotation des emplois, les partisans de cette théorie, mettent l'accent sur une forme plus nouvelle de coûts : la capacité et le désir des titulaires d'un poste dans l'entreprise de coopérer ou de harceler les nouveaux employés qui sont d'anciens outsiders. Si les *insiders* ont l'impression que leur position est menacée par les outsiders (EX : embauche des nouveaux pour un niveau de salaire moins élevé afin d'exercer une pression sur les salariés en poste dans l'entreprise), ils peuvent refuser de coopérer et de former de nouveaux travailleurs, et leur rendre la vie insupportable. De ce fait, la pénibilité du travail accrue contraint l'entreprise à proposer des salaires plus élevés pour que les postulants acceptent la place. Cela peut donc décourager l'entreprise de les embaucher. On perçoit bien ici le pouvoir des *insiders*.

#### D) La théorie du déséquilibre : une synthèse de l'approche néoclassique et keynésienne du chômage

		Marché des biens et des services	
		O > D	O < D
Marché du travail	O > D	Cas 1 = chômage keynésien	Cas 3 = chômage classique
	O < D	Cas 2 = situation peu probable	Cas 4 = inflation contenue



La théorie du déséquilibre reprise en France par Edmond Malinvaud va chercher à analyser ce qui se passe lorsqu'il existe un déséquilibre ( offre ≠ de la demande) sur le marché des biens et sur le marché du travail.

CAS n°1	<i>Il y a chômage sur le marché du travail et mévente sur le marché des biens. On est dans une situation de <b>chômage keynésien</b> où l'insuffisance de la demande réduit le besoin en main d'œuvre ce qui a un impact sur les revenus distribués et à terme sur la demande. On est face alors à une crise de débouchés.</i>
CAS n°2	<i>On est ici dans une situation contradictoire qui ne s'est jamais rencontrée au cours de l'histoire économique car il ne peut y avoir à la fois surproduction et pénurie de main d'œuvre.</i>
CAS n°3	<i>Il y a chômage sur le marché du travail mais les entreprises n'augmentent pas leur production malgré une demande qui n'est pas satisfaite. On est dans une situation de <b>chômage classique</b>. En raison notamment des salaires, les coûts de production des entreprises sont trop élevés ce qui fait baisser la rentabilité et ne permet pas aux entreprises d'augmenter leur production</i>
CAS n°4	<i>Il y a à la fois pénurie de main d'œuvre et pénurie sur le marché des biens, ce qui génère une augmentation des prix sur les deux marchés et se traduit par une <b>montée de l'inflation</b>.</i>

L'intérêt de cette théorie est de montrer qu'avant de prendre toute mesure de politique économique, il faut savoir dans quelle situation de chômage on se trouve afin de mobiliser les bons outils d'action.

- Dans le cas d'un chômage keynésien, il ne faut pas baisser les salaires mais au contraire favoriser les dépenses publiques afin de relancer l'économie.
- Dans le cas d'un chômage classique, une baisse des salaires est envisageable afin d'accroître la rentabilité des entreprises.
- Dans le cas d'un chômage mixte (= à la fois keynésien et classique), il faut mettre en œuvre des politiques différenciées selon les secteurs comme par exemple améliorer la rentabilité des entreprises qui sont exposées à la concurrence internationale et encourager les créations d'emploi par l'aménagement et la réduction du temps de travail.

On peut toutefois faire deux critiques à cette théorie : tout d'abord, l'hypothèse de départ de fixité des prix n'est plus la règle aujourd'hui puisqu'ils fluctuent, ensuite, il est relativement difficile d'identifier les causes du chômage au sein de chaque secteur d'activité.

### E) Vers un retour du keynésianisme ?

La relative austérité salariale que connaît la France depuis le début des années 80 semble avoir ponctuellement permis de faire progresser l'emploi. Cette légère amélioration est toutefois insuffisante pour dire que la baisse des coûts salariaux a permis une reprise de l'emploi.

La faiblesse de la croissance en Europe s'accompagne, malgré de timides améliorations, d'un chômage important. Cette conjoncture semble redonner de la crédibilité à l'approche keynésienne qui voit dans une faible croissance la conséquence d'un niveau d'investissement global trop insuffisant.

#### **NOTE AU LECTEUR**

Ce dossier constitue un effort de synthèse essentiellement réalisé à partir de trois ouvrages que sont :

- *L'enseignement de spécialité en SES*, Marie-Lise Fosse, Gérard Clérissi, CRDP des Pays de Loire, 1999.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Baccalauréat*, sous la Direction d'Alain Bruno, Editions Ellipses, 2001.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Manuel d'enseignement*, M. Montoussé et G. Renouard, Edition Bréal, 2003.

Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS (73)